

VOLET ADMINISTRATIF GÉNÉRIQUE DE DEMANDE D'AIDE POUR LES PROJETS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

☐ Volet administratif

☐ Volet technique

☐ Volet financier

LES AIDES DE L'ADEME ET DE LA REGION BRETAGNE NE CONSTITUENT PAS UN DROIT DE DELIVRANCE ET N'ONT PAS DE CARACTERE
SYSTEMATIQUE

Ce document peut être enregistré sur un ordinateur ou tout autre support pour le remplir à votre convenance, le conserver, le transmettre, etc. puis l'imprimer, si nécessaire.

L'ADEME et la Région Bretagne se réservent le droit de demander des pièces administratives complémentaires en cours d'instruction du dossier.

1. COURRIER D'ENGAGEMENT

☐ Je m'engage en cochant la case ci-jointe, je soussigné(e) :

Nom :	<input type="text"/>
Prénom :	<input type="text"/>
Fonction :	<input type="text"/>

agissant en qualité de ☐ représentant légal ou ☐ représentant dûment mandaté
de (raison sociale & Sigle) :

sollicite par la présente demande une aide financière sous forme de subvention
pour la réalisation de l'opération décrite dans ce dossier et certifie :

- être régulièrement déclaré ;
- être en règle à l'égard de la réglementation en vigueur notamment sociale, fiscale et environnementale ;
- avoir mis en place et respecter dans ma structure toutes les mesures destinées à prévenir la corruption, la fraude, les pratiques anticoncurrentielles ainsi que les mesures de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme le cas échéant ;
- ne pas encourir de procédure collective (de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires) ;
- être en règle au regard de mes obligations en matière de mise en place d'un plan de mobilité¹ (dans le périmètre d'un plan de déplacements urbains, pour les entreprises regroupant au moins 100 travailleurs sur un même site) ;
- avoir pris connaissance des « règles générales d'attribution des aides de l'ADEME »². Les règles d'attribution des aides de la Région Bretagne sont propres à chaque dispositif, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur applicables aux Régions, et plus particulièrement le Code général des Collectivités Territoriales et l'instruction budgétaire et comptable M71 ;
- que l'opération pour laquelle je sollicite une aide financière n'a pas commencé ou qu'elle n'a pas donné lieu à des engagements fermes (sous quelle que forme que ce soit : marché signé, commande signée, devis accepté...).
- exactes et sincères les informations fournies dans le présent dossier.

J'ai bien noté que ce dossier ne sera examiné que si tous les documents et renseignements demandés y sont joints.

Fait, le à

¹ Art.51 de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

² Consultables sur le site internet de l'ADEME : <https://ademe.fr>

2. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Numéro SIRET³ :

Date de publication au Journal officiel de l'approbation de la convention constitutive (GIP) ou de la déclaration de création (association) :

Taille de la structure⁴ :

☐ Petite < 50 salariés et (C.A⁵ annuel ou total du bilan annuel ≤ 10 M€)

☐ Moyenne < 250 salariés et (C.A annuel ≤ 50 M€ ou total du bilan annuel ≤ 43 M€)

☐ Grande

Pour les collectivités : cocher en fonction de l'effectif du/des service(s) concerné(s) par le projet et du budget affectés à l'opération.

Au sens de la réglementation communautaire⁶, êtes-vous une :

☐ Entreprise autonome ? ☐ Entreprise liée ? ☐ Entreprise partenaire ?

³ Numéro à 14 chiffres attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises. Numéro du demandeur, ayant la capacité à engager l'entreprise.

⁴ Voir Annexe 1 : Définition communautaire des entreprises.

⁵ Chiffre d'affaires.

⁶ Voir le « GUIDE DE L'UTILISATEUR POUR LA DEFINITION DES PME » disponible sur le site de la Commission européenne (<https://publications.europa.eu/s/iOLS>) et les définitions de critère d'autonomie de la PME [en annexe 1](#).

3. COORDONNEES DU DEMANDEUR

Représentant légal

Nom :	<input type="text"/>	Prénom :	<input type="text"/>
Fonction :	<input type="text"/>		
Adresse :	<input type="text"/>		
Téléphone :	<input type="text"/>	Portable professionnel :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>		

Personne chargée du suivi technique de l'opération, *si celle-ci diffère du représentant légal*

Nom :	<input type="text"/>	Prénom :	<input type="text"/>
Fonction :	<input type="text"/>		
Adresse :	<input type="text"/>		
Téléphone :	<input type="text"/>	Portable professionnel :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>		

Personne chargée du suivi administratif et financier

Nom :	<input type="text"/>	Prénom :	<input type="text"/>
Fonction :	<input type="text"/>		
Adresse :	<input type="text"/>		
Téléphone :	<input type="text"/>	Portable professionnel :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>		

L'ADEME et la Région Bretagne peuvent recueillir des données personnelles vous concernant afin d'assurer le traitement des demandes de subventions. L'ensemble des traitements de données personnelles mis en œuvre dans le cadre de cette mission respecte la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement général sur la Protection des données (Règlement UE 2016/679) désigné par « RGPD ».

Les données individuelles concernant les nom, prénom, téléphone et adresse électronique de vos employés (les nom, prénom, téléphone et adresse électronique) peuvent être consultées par les personnels de l'ADEME et de la Région Bretagne habilités à y accéder dans le cadre de ce dispositif et ne seront pas utilisées à des fins commerciales.

- Les données sont conservées 24 mois après le dernier échange avec votre structure.
- La base légale du traitement est votre consentement conformément à l'article 6 du Règlement européen sur la protection des données.

Pour en savoir plus sur la gestion de vos données personnelles et vos droits, rendez-vous sur : <https://www.ademe.fr/> – Rubrique « Protection des données personnelles »

4. INFORMATIONS CONCERNANT L'OPERATION

1.1 Titre/Objet et phasage envisagé de l'opération

(Investissement, étude, chargé de mission, communication, formation, recherche, autres ...).

Description succincte :

Préciser la commune ou le territoire de réalisation de l'opération :

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération :

Durée estimée de l'opération (en mois) :

1.2 Dépenses prévisionnelles liées à l'opération

Coûts liés à l'opération :

1.3 Financement

Votre projet est-il susceptible de recevoir d'autres financements ? ☐ Oui ☐ Non

Définition communautaire entreprises (résumé)

Au sens de la réglementation communautaire, est considérée comme une entreprise toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique.

La classification des entreprises présentée ci-dessous est une synthèse.

Pour plus d'informations, se reporter au site de la Commission européenne et au « GUIDE DE L'UTILISATEUR POUR LA DEFINITION DES PME »⁷.

CATEGORIE DE PME	EFFECTIFS	ET	CHIFFRE D'AFFAIRES	OU	TOTAL DU BILAN
PETITE ENTREPRISE	< 50		≤ 10 MILLIONS D'EUROS		≤ 10 MILLIONS D'EUROS
ENTREPRISE MOYENNE	< 250		≤ 50 MILLIONS D'EUROS		≤ 43 MILLIONS D'EUROS

Le critère d'« autonomie » de la PME :

Afin de mieux appréhender la réalité économique des PME et d'exclure de cette qualification les groupes d'entreprises dont le pouvoir économique excéderait celui d'une PME, il convient de distinguer les différents types d'entreprises :

- **Les entreprises autonomes** : toute entreprise qui n'est pas qualifiée comme entreprise partenaire ou comme entreprise liée.
- **Les entreprises partenaires :**

Sont entreprises partenaires des entreprises dont l'une (entreprise amont) détient, seule ou avec une entreprise liée, 25 % ou plus du capital ou des droits de vote de l'autre (entreprise aval).

Une entreprise ne peut PAS être considérée comme une PME si 25 % ou plus de son capital ou de ses droits de vote sont contrôlés par un ou des organismes publics ou collectivités publiques. Une entreprise peut toutefois être qualifiée d'autonome en présence de certaines catégories d'investisseurs, (par ex. sociétés publiques de participation, sociétés de capital à risque, universités, investisseurs institutionnels y compris fonds de développement régional, autorités locales autonomes (< 5 000 habitants et budget < 10 M€).

- Les entreprises liées :

Sont des entreprises liées des entreprises dont l'une est en position de contrôle de l'autre (actionnariat majoritaire, influence dominante sur l'administration ou la direction, accord particulier...)

Afin de renforcer les mesures d'incitation pour l'investissement en fonds propres dans des PME, une présomption d'absence d'influence dominante sur l'entreprise considérée a été introduite.

⁷ Guide de l'utilisateur pour la définition des PME : <https://publications.europa.eu/fr/>